

50561165 / 3

4554

(1938-)
39/

A

Octroi de bourses d'études

Lettre de la Fédération à S.N.C.F.	20. 1.38			
(S)	C.D. 30. 3.38	49	VIII	
Lettre S.N.C.F. à la Fédération	30. 3.38			
	C.D. 2.11.38	58	XI	f)
Note du Service Personnel	30. 3.39			
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	24. 4.39			

Octroi de bourses d'études

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

D 426/2/35

COPIE

24 avril 1939

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que notre Société a reçu de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Cheminots de France une lettre dans laquelle cette Fédération se plaint de ce que, dans sa dernière séance, tenue au début de mars 1938 la Commission chargée, sur l'ancien Réseau de l'Etat, de la distribution des bourses, ait estimé qu'il n'y avait plus lieu d'accorder une bourse dans le cas où l'élève fréquenterait une école privée, alors qu'il existe, soit dans la même localité, soit à proximité, des écoles publiques équivalentes.

Les faits sont les suivants :

Jusqu'ici, aucune distinction n'était faite sur le Réseau de l'Etat entre les écoles publiques et les écoles libres et les bourses étaient accordées dans les deux cas.

A la suite d'une réclamation formulée par M. BLANCHO, Sous-Secrétaire d'Etat, le 18 octobre 1937 et transmise au Réseau de l'Etat par M. le Ministre des Travaux Publics, le Président du Comité de Réseau répondit, à la date du 29 novembre 1937, que :

"pour l'avenir, et à la condition d'en avoir avisé les parents au cours de la présente année scolaire, les bourses devraient être réservées aux élèves de l'enseignement public. Ce n'est qu'à titre tout à fait exceptionnel, par exemple, quand il n'existe pas d'établissement public similaire à proximité d'une résidence d'agents, que les élèves d'école libre pourraient bénéficier d'une bourse".

Cette décision n'aurait dû, d'après ces termes mêmes, être appliquée que pour l'exercice 1938 - 1939 : en fait, les délégués du personnel de la Commission des bourses en réclamèrent l'application dès l'année 1938, de telle sorte qu'au cours de sa séance du 8 mars 1938, la Commission élimina 22 demandes de bourses dans les établissements libres sans que l'attention de la Direction régionale soit attirée sur cette élimination.

....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics,
(Cabinet du Ministre)
246, Boulevard Saint-Germain - PARIS (7^e)

Dans le règlement unifié dont les dispositions ont été mises en vigueur pour l'année scolaire en cours, nous avons admis que des allocations pour frais d'études ou des prêts d'honneur seraient attribués aux agents ou ~~aux~~ ex-agents en fonction de leurs ressources et de leurs charges, quel que soit l'enseignement suivi par leurs enfants (en dehors, bien entendu, de l'enseignement primaire élémentaire et en réservant, toutefois, le bénéfice de la mesure aux meilleurs élèves, afin de respecter la limite du crédit ouvert à cet effet).

Cette formule, qui consiste à venir en aide, sous certaines conditions, aussi bien aux élèves de l'enseignement libre qu'à ceux de l'enseignement public, est celle qui apportera le moins de trouble aux usages en cours. Il y a lieu, en outre, de noter qu'elle ne comporte l'octroi d'aucune subvention aux établissements d'enseignement, les allocations étant accordées aux parents des enfants.

La réclamation présentée par la Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France se trouve donc désormais sans objet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Signé : GUINAND.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service Central
du Personnel.

Paris, le 30 mars 1939

N° 931 A/39

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
MM. les Directeurs des Services Centraux,
MM. les Secrétaires Généraux des Compagnies,

L'obligation qui est faite aux agents de la S.N.C.F. de cesser leurs fonctions à un âge voisin de 55 ans, en application de l'article 19 du décret-loi du 12 novembre 1938, comporte, pour les Chefs de famille dont les enfants font des études, des conséquences parfois pénibles. C'est ainsi que certains d'entre eux sont obligés, par suite de la réduction de leurs moyens d'existence de quitter la ville qu'ils habitent et la continuation des études de leurs enfants entraîne pour eux une charge très lourde.

Le Ministre de l'Education Nationale, que nous avons saisi de la question, nous a fait connaître qu'il ne peut envisager de créer un régime particulier en faveur d'une catégorie déterminée, mais que nos agents, dont la situation est digne d'intérêt, pourront présenter une demande en vue de l'obtention d'une bourse d'internat partielle ou totale lorsque l'élève devra quitter la résidence de sa famille pour poursuivre des études dans un Etablissement public d'enseignement.

Ces demandes seront à déposer :

- aux Sièges des Inspections académiques, en province,
- au Service des Examens de la Préfecture de la Seine, 3 bis, rue Mabillon, à Paris.

Le Directeur du Service Central du Personnel,
R. BARTH.

NOTA - La présente lettre doit recevoir la diffusion d'une Note Générale A de la Série "Personnel". Elle sera en outre remise aux Délégués et affichée dans les lieux de paiement des pensions de retraites.

2 novembre 1938

4554

f) Question des bourses d'étudesSTENO

M. SURLEAU.— C'est une question dont M. GRIMPRET a eu à connaître comme Président du Conseil du Réseau de l'Etat. Nous avons reçu récemment une plainte du Syndicat Professionnel des Cheminots de France (Syndicats Chrétiens), contre le refus opposé par le Réseau de l'Etat d'accorder des bourses dans des écoles privées. L'origine de cette affaire est la suivante : quand M. BLANCHO était sous-secrétaire d'Etat à la Marine, il avait saisi M. BEDOUCE, Ministre des Travaux Publics, de cette question, ~~xxxxxxxxxxxxxxx~~ lequel en avait référé à M. GRIMPRET en tant que Président du Conseil du Réseau de l'Etat. Le Ministre des Travaux Publics lui avait demandé, d'une façon générale, de donner son avis sur la délivrance de bourses dans les écoles privées. M. GRIMPRET a répondu que, jusqu'alors, aucune distinction n'était faite entre les écoles libres et les écoles publiques pour l'octroi des bourses. Mais que cette règle ne pouvait pas être maintenue telle quelle et qu'il ne pourrait dorénavant être accordé de bourse dans une école privée qu'en l'absence d'école publique de même nature dans une localité déterminée.

La protestation du Syndicat professionnel se base sur cette décision de principe. J'en avais parlé à M. LE PRESIDENT, qui m'a demandé de porter la question devant le Comité. La question qui se pose est de savoir si nous devons n'allouer des bourses pour l'enseignement privé que dans le cas où seul un établissement de cette nature existe dans la localité intéressée, ou bien, au contraire, ^{en} /accorder dans tous les cas.

M. MARLIO.— Je crois que nous pourrions répondre que ^{question} ~~réponse~~ n'est pas de notre compétence.

M. GRIMPRET.— Elle relève surtout de la compétence du Gouvernement.

M. LE PRESIDENT..- Accorde-t-on beaucoup de bourses aux écoles privées ?

M. GRIMPRET..- Il en existait un certain nombre au réseau de l'Etat. Quand j'avais examiné la question, je l'avais fait dans un esprit ~~très~~ très libéral, en posant le principe que nous accorderions des bourses dans une école privée toutes les fois qu'il n'existe pas d'établissement public semblable dans la localité ; par exemple, nous pouvons accorder des bourses pour un séminaire, puisqu'il ^{n'}existe rien de tel parmi les établissements publics. Mais, dans les localités où il y a des écoles publiques, donnant le même enseignement que des écoles privées, nous estimons ne pas pouvoir accorder de bourses pour ces dernières.

M. SURLEAU..- Le Ministre nous ayant demandé notre avis, nous pouvons prendre pour bases les dispositions contenues dans la réponse qu'avait faite M. GRIMPRET, puisque le Ministre n'a pas réagi.

M. LE PRESIDENT..- Nous pouvons réexaminer cette question.

M. GRIMPRET..- Oui, étant donné que la situation de la Société Nationale est différente de celle des Réseaux. En ce ^{me} qui concerne, j'avais pris la décision qui a été rappelée, pour le seul réseau de l'Etat, parce que cette décision ne s'appliquait qu'à lui et qu'elle m'avait paru très raisonnable.

M. LE PRESIDENT..- Que faisaient les autres Réseaux ?

M. GRIMPRET..- Ils accordaient des bourses indistinctement ; parfois, même, certains réseaux accordaient plus volontiers des bourses dans des écoles privées.

M. LE PRESIDENT..- Comme le dit M. MARLIO, c'est une question qu'il faut que nous posions au Ministre.

... rappelant ce qui a été fait par

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS.

Paris, le 30 mars 1938

Messieurs,

Par lettre du 20 janvier écoulé, vous avez appelé mon attention sur un certain nombre de questions intéressant le personnel, et pour lesquelles votre Fédération désire qu'une solution intervienne le plus tôt possible.

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après les conclusions de l'examen auquel ont été soumis les divers points de cette lettre.

.....

7°- Bourses d'Etudes

La S.N.C.F. a l'intention de délivrer des bourses d'études aux enfants d'agents comme le faisaient déjà les Compagnies concessionnaires. Elle se préoccupe en ce moment d'unifier les errements qui étaient suivis en la matière par les anciens réseaux.

.....

Signé: GUINAND

Messieurs les Secrétaires de la Fédération Nationale des Travailleurs
des Chemins de fer.

30 mers 1938

4554

30 mars 1938

QUESTION VIII - Lettre du 20 janvier 1938 de la Fédération Nationale des Travailleurs des chemins de fer relative à diverses questions intéressant le personnel.

(s) p.49

Bourses d'étude

.....

M. ARON - Je constate, à propos de l'attribution des bourses d'études, que la Société Nationale tend à donner à son personnel, non seulement les avantages accordés par l'Etat, mais encore ceux qui étaient octroyés par les anciennes Compagnies. De tels errements ne sont pas faits pour améliorer la situation financière et il ne faut pas oublier que les deux premiers mois de l'année se soldent par un déficit de 400 millions.

M. LE PRESIDENT - Sans doute, mais il est d'autant plus difficile de revenir sur les errements établis en ce qui concerne l'octroi de bourses d'études, que les dépenses correspondantes sont peu importantes : 2 à 300.000 fr environ.

.....

En ce qui concerne les bourses d'études, je reconnais que nous pouvons refuser les allocations correspondantes, mais l'affaire est de peu d'importance.

M. ARON - J'en suis convaincu et je suis favorable à l'octroi de bourses d'études, mais c'est une question de principe que je pose en ce moment. Il faut que la Société Nationale choisisse entre l'application pure et simple des lois sociales et l'organisation d'œuvres philanthropiques.

M. RENE MAYER - Pour assurer une bonne formation du personnel des chemins de fer, on ne peut pas compter exclusivement sur les lois sociales.

.....

FEDERATION NATIONALE
DES TRAVAILLEURS DES CHEMINS DE FER
de France, des Colonies et Pays de Protectorat

M. Baudin
(9°)

Paris, le 20 janvier 1938

M. R.L./M.D.

Monsieur le Président du Conseil
d'Administration de la Société Nationale des
Chemins de fer Français,
88, rue St-Lazare - PARIS -

Comme suite à notre entrevue du 18 courant, nous vous signalons les questions suivantes, qui demandent à être solutionnées, soit par un entretien avec les représentants de notre Fédération, soit par décision à prendre rapidement par la Direction de la Société.

.....

7°) Bourses d'études.-

Les ex-Compagnies accordaient aux enfants d'agents des Bourses d'études dans certains établissements scolaires et professionnels. La Société Nationale entend-elle maintenir le bénéfice de ces avantages ?

.....

Les représentants de notre Fédération se tiennent à votre disposition pour vous fournir, le cas échéant, toutes explications sur les divers points exposés ci-dessus.

Veuillez agréer,.....

Les Secrétaires :

Signé : SEMARD et LIAUD